

Les Etats-Unis, une superpuissance dans la Guerre froide

La Deuxième Guerre mondiale marque le début de l'apogée politique et économique des États-Unis. Première puissance mondiale, l'Amérique triomphante doit pourtant affronter, à l'intérieur comme à l'extérieur, les tensions de la guerre froide. En dépit de ces problèmes, elle impose son modèle au monde occidental.

I Les Etats-Unis entre 1945 et 1964

1. Les problèmes de l'après-guerre (1945-1947)

La société et l'économie américaines, très engagées dans la guerre, doivent se reconvertir à la paix.

a. Truman termine la guerre

La mort de Roosevelt, le 12 avril 1945, laisse l'Amérique orpheline d'un chef prestigieux. Son successeur Harry S. Truman, vice-président depuis 1944, signe à San Francisco la chartre fondatrice de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 26 juin 1945. Il décide d'en finir avec le Japon : les deux bombes atomiques lâchées par les Américains sur Hiroshima et Nagasaki (6 et 9 août 1945), obligent l'empereur Hiro-Hito à accepter un armistice sans conditions, le 2 septembre 1945.

b. Le retour des soldats

En deux ans, de 1945 à 1947, 10,5 millions de soldats américains (7,5 % de la population totale) sont démobilisés. Le gouvernement organise leur réadaptation sociale, par des aides financières, des bourses d'étude et des garanties d'emprunt. Conséquence de ce retour des soldats : le nombre des mariages augmente rapidement. C'est l'une des raisons du baby boom : entre 1946 et 1953, plus de 3,5 millions de bébés naissent chaque année aux États-Unis. La population passe de 132 millions en 1940 à 152 en 1950, puis 192 en 1964. A cette date, 40 % des Américains ont moins de 20 ans.

c. Les difficultés de la reconversion

La guerre a donné un coup de fouet à l'économie américaine : le PNB a augmenté de 56 % entre 1940 et 1945. Mais le retour à une économie de paix soulève de graves difficultés, dont la plus importante est l'inflation. Le retour des démobilisés engendre en effet une hausse spectaculaire de la demande de biens de consommation, alors que la loi du 25 juillet 1946 met fin au contrôle des prix. Aussi, les prix s'envolent, provoquant un fort mécontentement parmi les ouvriers et une vague de grèves dans l'automobile, la sidérurgie et les mines de charbon. Resté très ferme face aux grévistes, Truman obtient la reprise du travail en décembre 1946.

2. Les États-Unis dans la guerre froide (1947-1953)

La lutte contre le communisme obsède l'Amérique.

a. L'endiguement du communisme

La Grande alliance entre les États-Unis et l'URSS ne survit pas à la guerre : dès 1945, le « rideau de fer » soviétique est tombé sur l'Europe de l'Est. À partir de 1947, Truman se décide à réagir, sur plusieurs fronts :

- Le 12 mars 1947, au nom de l'endiguement (*containment*) du communisme, il annonce que les États-Unis accordent un soutien financier à la Grèce et à la Turquie, menacées à leur tour par l'expansion communiste.
- Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État George Marshall propose à l'Europe et à l'URSS un plan d'assistance financière. Accepté par 16 États d'Europe occidentale, mais refusé par l'URSS et les futures démocraties populaires, ce plan coûtera aux États-Unis 1,25 milliard de dollars, entre avril 1948 et juin 1952.
- De juin 1948 à mai 1949, les États-Unis organisent un pont aérien pour ravitailler Berlin-Ouest, isolée par le blocus soviétique.

- Le 4 avril 1949, Truman signe le traité de l'Atlantique Nord, qui crée l'OTAN, avec le Canada et 11 pays européens.
- En juin 1950, les troupes américaines interviennent en Corée du Sud pour riposter à l'invasion menée par la Corée du Nord communiste. L'armistice sera signé en juillet 1953.

b. *Le maccarthysme*

Dès 1947, la société américaine développe une véritable hantise du « complot » communiste : 26 000 employés de l'administration fédérale sont soumis aux investigations du FBI ; Beaucoup soupçonnent la CIO, deuxième centrale syndicale, d'être noyauté par les communistes ; Les milieux de la politique, de la littérature, du cinéma font l'objet de multiples enquêtes parlementaires.

A partir de 1950, le porte-parole des anticommunistes est le sénateur républicain du Wisconsin Joseph MacCarthy. À la tête de la commission d'enquête sénatoriale, il devient une sorte de héros national, traquant les communistes, leurs « compagnons de route » et tous les « libéraux ». Les époux Rosenberg, accusés d'espionnage, sont exécutés en juin 1953. Le « maccarthysme » et ses outrances reflètent l'intensité de la guerre froide.

c. *De Truman à Eisenhower*

Ce climat de « chasse aux sorcières » complique la politique de Truman. Attaqué dans son propre parti, sur sa gauche par Henri Wallace, sur sa droite par les démocrates conservateurs du Sud (*dixiecrats*), il remporte néanmoins les élections présidentielles de 1948, par 24,1 millions de voix contre 21,9 au républicain Dewey. Les pauvres, les Noirs, les exclus ont massivement voté pour Truman. C'est pour eux qu'il lance en 1949 son programme de *Fair Deal*, dans la continuité du *New Deal* de Roosevelt : les bas salaires sont relevés ainsi que les prix agricoles et des milliers de logements sociaux sont construits.

Mais le coût de la guerre de Corée et l'impact des campagnes maccarthystes finissent par ternir le prestige de Truman et de son parti, accusés par les républicains de se montrer trop faibles envers les communistes. Aux élections de 1952, le candidat démocrate Adlai Stevenson est largement battu par le général Dwight Eisenhower, héros de la Deuxième Guerre mondiale, qui défend les couleurs républicaines. Le vice-président est Richard Nixon, maccarthyste notoire, et le Parti républicain est majoritaire au Congrès. C'est une nouvelle ère qui commence.

3. *Les années heureuses (1953-1960)*

La présidence d'Eisenhower marque le triomphe du modèle américain.

a. *Les leaders du « monde libre »*

Élu en pleine vague maccarthyste, Eisenhower promet d'aller plus loin que l'endigement, c'est-à-dire de refouler (*roll back*) le communisme partout où il s'est installé. Il veut inaugurer une politique *new look*, qui donne la priorité à l'armement nucléaire, au nom de la théorie des « représailles massives ». Mais, en pratique, sa politique est empreinte d'une grande prudence : les États-Unis gardent le silence lors des soulèvements en RDA (1953), en Pologne et en Hongrie (1956) ; ils condamnent l'intervention franco-britannique de Suez (1956), qui menace le fragile équilibre des deux blocs ; la « pactomanie » des années 50 s'inscrit dans la plus pure logique de l'endigement.

b. *Une ère d'abondance*

Pour Eisenhower, la priorité est la croissance économique : entre 1950 et 1965, le PNB est multiplié par 2,5, la production industrielle double et le PNB par habitant augmente de 45 %. Ce sont des taux de croissance plus faibles qu'en RFA, en France ou au Japon, mais les États-Unis produisent la moitié des biens mondiaux en 1955.

La concentration financière et industrielle est une des raisons majeures de cette forte croissance : en 1960, les 300 plus grosses entreprises américaines emploient un quart des ouvriers, versent un tiers des salaires et se partagent un tiers des bénéfices industriels, Gérées par des managers, financées par le capitalisme populaire (2 millions d'actionnaires pour General Motors), beaucoup s'implantent à l'étranger, devenant des « multinationales », comme Ford ou IBM.

Le marché américain est aux dimensions de son appareil productif. Vers 1955, un Américain sur trois a une automobile, 96 % des familles possèdent un réfrigérateur, 89 % une machine à laver et 81 % un téléviseur : c'est la société d'abondance. Les classes moyennes, ou « cols blancs », (employés, cadres, professions libérales) forment désormais l'ossature de la société américaine Leur mode de vie, leurs valeurs gagnent les autres catégories sociales, ouvriers (« cols bleus ») et agriculteurs, qui, d'ailleurs, ne représentent plus respectivement que 33 % et 9 % de la population active en 1960. L'idéal est d'habiter en banlieue, dans une maison confortable, entourée de pelouses. Dans le monde entier, va peu à peu s'imposer ce modèle de l'*American Way of Life*.

L'envers du rêve américain

Malgré la politique sociale de « voie moyenne » (ou « conservatisme progressiste ») menée par Eisenhower, les bénéfices de la prospérité sont loin d'être également répartis dans la société américaine. En 1960, les 5 % d'Américains les plus riches détiennent plus de 15 % du revenu national, tandis que les 20 % de pauvres n'en détiennent que 4,6 %.

Les Noirs sont victimes d'une double ségrégation, à la fois sociale et raciale. Sur ce dernier point, les choses commencent pourtant à bouger : en 1954, la Cour suprême condamne la ségrégation scolaire et, en 1957, Eisenhower envoie la troupe à Little Rock, dans l'Arkansas, pour permettre à des enfants noirs de pénétrer dans une école « blanche ». Mais il reste encore beaucoup à faire.

Le poids des États-Unis dans l'économie mondiale

		1945	1955	1960	
Population totale (en millions)		140	166	180	
PNB (en milliards de dollars courants)		214	398	504	
Revenu national par habitant en 1948 (en dollars)					
États-Unis	1 523	France	417	Italie	229
Royaume-Uni	853	I RFA	390		
Part des États-Unis dans le monde		1938	1950	1960	
Production d'articles manufacturés		35,7 %	51,2 %	43,8 %	
Exportations d'articles manufacturés		17,1 %	21,7 %	18,7 %	

4. Kennedy et la « Nouvelle frontière » (1960-1963)

Pendant trois ans, Kennedy va incarner les rêves et les ambitions de l'Amérique.

Aux élections de novembre 1960, le démocrate Robert Fitzgerald Kennedy l'emporte de justesse sur le républicain Richard Nixon. Son vice-président, Lyndon B. Johnson, lui a assuré le soutien des États du Sud. À l'instar de Franklin Roosevelt, ce jeune président de 43 ans propose à l'Amérique d'atteindre une « Nouvelle frontière ».

Sur le plan extérieur, il lance notamment l'Agence pour le développement international, chargée d'aider le tiers monde, puis l'Alliance pour le progrès, une sorte de plan Marshall pour l'Amérique latine. À l'Europe, il propose de remplacer le leadership américain par un *Equal Partnership*. On reste néanmoins dans la continuité de l'endiguement, comme en témoignent les deux interventions américaines à Cuba, en 1961 et 1962, soutenues par l'ensemble du bloc occidental. Et l'envoi de 16 000 conseillers militaires pour aider le Sud-Viêtnam contre la guérilla communiste ouvre en 1963 un processus qui sera lourd de conséquences pour la société américaine et l'image des États-Unis dans le monde.

Sur le front intérieur, Kennedy se fixe deux tâches :

- Il essaie de lutter contre la pauvreté, en lançant des programmes d'aide au logement, en relevant le salaire minimum et l'allocation-chômage. Mais tous les autres projets (projet Medicare d'aide médicale gratuite aux personnes âgées, subventions éducatives, réduction fiscale) sont rejetés par le Congrès.
- Il tente de renforcer les droits civiques des Noirs, qui lancent en 1963 une grande campagne de marches pacifiques, organisées par le pasteur Martin Luther King. Ce dernier est reçu à la Maison Blanche, le 28 août 1963, et le président prépare un projet de loi interdisant la ségrégation. Mais le Congrès va enterrer le projet.

Lorsqu'il est assassiné à Dallas, le 22 novembre 1963, Kennedy est loin d'avoir atteint ses buts. Mais il laisse le plus beau mythe de l'histoire politique américaine.

Superpuissance de l'après-guerre, les États-Unis dominent le « monde libre » en guerre froide contre le bloc communiste. Toutefois, si le modèle de l'*American Way of Life* devient une référence universelle, il ne peut dissimuler les inégalités criantes de la société américaine, et notamment la ségrégation raciale. La présidence avortée de Kennedy n'a pas pu résoudre ces problèmes. La guerre du Viêtnam va plonger l'Amérique dans l'ère du doute et de la contestation.

II Les Etats-Unis depuis 1964

Après la prospérité des années 50 et les espérances de la présidence Kennedy, les décennies suivantes vont être marquées par les doutes et les échecs. L'ère Reagan va redonner à l'Amérique ses certitudes, mais au prix de graves inégalités sociales.

1. L'échec de la « Grande société » (1964-1968)

Malgré les réformes de Johnson, la guerre du Viêtnam plonge l'Amérique dans une grave crise d'identité.

a. Les réformes de la présidence Johnson

Le nouveau président Lyndon B. Johnson choisit de reprendre et d'amplifier les projets sociaux de Kennedy, en baptisant son programme : la « Grande société ». Réélu triomphalement en 1964, Johnson bénéficie de la confiance du Congrès, à forte majorité démocrate. Il lance un vaste programme de lutte contre la pauvreté : l'*Office of Economic Opportunity* est chargé de diverses opérations, en faveur de l'apprentissage ou des fermiers ; le programme d'assistance médicale aux personnes âgées est voté par le Congrès (Medicare et Medicaid) ; enfin, l'Administration suscite la réhabilitation de 60 centres-ville. En 1968, il n'y a plus que 13 % des Américains en dessous du seuil de pauvreté, contre 20 % en 1960, ce qui représente encore 25,4 millions de pauvres, pour 203 millions d'Américains.

En 1964, l'année où Martin Luther King obtient le prix Nobel de la Paix, est enfin votée la loi sur les droits civiques, qui interdit toute ségrégation ; elle est complétée en 1965 par une loi qui garantit le droit de vote aux Noirs ; enfin, Johnson nomme le premier ministre noir et le premier juge noir à la Cour suprême. Mais la ségrégation sociale est de moins en moins supportée par les jeunes Noirs des ghettos.

b. La « sale guerre » du Viêtnam

À partir d'août 1964, Johnson se fait octroyer les « pleins pouvoirs » en politique étrangère par le Congrès et engage les États-Unis dans un conflit militaire contre le Nord-Viêtnam. Mais cette « sale guerre », qui mobilise jusqu'à 535 000 soldats en 1968, est de plus en plus impopulaire. Premiers à réagir, les étudiants organisent des manifestations dans plus de 60 villes, dès l'automne 1965. Chaque jour, la presse américaine dévoile les atrocités du conflit, et la cote de popularité de Johnson tombe au plus bas en 1968. La guerre du Viêtnam joue le rôle d'un catalyseur pour tous les mécontents de la société américaine.

c. La crise du modèle américain

Au bas de l'échelle sociale, touchés à 30 % par le chômage, les Noirs se révoltent : à Los Angeles, en 1965, à Detroit, en 1967, les émeutes sont sanglantes. Le *Black Power*, les *Black Muslims* de Malcom X, puis les *Black Panthers* expriment la radicalisation politique du mouvement noir. La révolte noire offre un modèle aux autres minorités, comme les Indiens (Mouvement du *Red Power* pour la restitution des terres indiennes) et les Hispano-américains. Les femmes s'organisent elles aussi : elles obtiendront en 1972 la reconnaissance légale de l'égalité entre les sexes, puis, en 1973, le droit à l'avortement.

Dans le monde étudiant, la contestation est d'abord politique, incarnée par la Nouvelle gauche, puis elle devient une véritable contre-culture. Sur les campus universitaires, c'est le temps des hippies, de la libération sexuelle, de la marijuana et de Bob Dylan. Toute une génération issue du baby-boom remet en cause le modèle américain.

2. Les présidences Nixon (1968-1974)

En dépit de ses succès Nixon n'ira pas au bout de son deuxième mandat présidentiel.

a. Le règlement du conflit vietnamien

C'est parce qu'il a promis la paix au Viêtnam que le républicain Richard Nixon remporte les élections de 1968 contre le démocrate Humphrey. Conseillé par Henry Kissinger, il lance une nouvelle doctrine, appelée linkage (lien) : dans le dialogue avec les pays communistes, tous les domaines sont liés. En pratique, le rapprochement des États-Unis avec la Chine (Nixon à Pékin en 1972) pousse l'URSS à rechercher la détente, ce qui favorise la résolution du conflit vietnamien.

La « vietnamisation » de la guerre est organisée : on remplace les soldats américains par des Sud-Vietnamiens, et l'on bombarde massivement le Nord-Viêtnam, afin de négocier en position de force. Le 27 janvier 1973, les accords de Paris mettent fin à l'engagement américain. La « sale guerre » a coûté à l'Amérique 57 000 morts et 140 milliards de dollars.

Le scandale du Watergate

Le 17 juin 1972, de faux « plombiers », travaillant pour le Comité de réélection du président, ont cambriolé l'immeuble du Watergate, siège du Parti démocrate. Le journal Washington Post mène une enquête, prouvant que des proches de Nixon sont impliqués, et que le président cherche à étouffer l'affaire. Accusé de faire obstacle à l'enquête sénatoriale, Nixon est menacé par la procédure d'impeachment, qui le ferait passer en accusation devant le Sénat, pour haute trahison. D'autres irrégularités graves sont reprochées à la présidence, notamment le bombardement du Cambodge organisé en 1969-1973 sans l'autorisation du Congrès. Désavoué par 75 % des Américains (d'après les sondages), « *Tricky Dicky* » (Richard le Truqueur) démissionne, le 9 août 1974. C'est une victoire pour la presse (« le quatrième pouvoir ») et une revanche du Congrès sur la présidence. Mais un discrédit pèse désormais sur la présidence et sur toute la classe politique.

b. Le « Nouveau fédéralisme »

Élu sur un programme de laisser-faire économique, Nixon est contraint par les circonstances à une politique interventionniste : en août 1971, il bloque les prix et les salaires pour freiner l'inflation ; il augmente considérablement l'aide aux personnes âgées ; il regroupe les programmes sociaux de l'État en un vaste Plan d'assistance à la famille. En revanche, une partie des ressources et des compétences fédérales sont décentralisées, c'est-à-dire transférées aux autorités locales : c'est le « Nouveau fédéralisme ».

Fort de ses succès, Nixon est facilement réélu en 1972 contre le démocrate Mac Govern. Mais, à partir de 1973, il est impliqué dans le scandale du Watergate. Contraint à démissionner en août 1974, il est remplacé par son vice-président Gerald Ford.

3. *Les échecs de Jimmy Carter (1976-1980)*

La présidence Carter est une période de crise et de doute pour les États-Unis.

a. *Carter face à la crise économique*

Présenté comme un homme nouveau, provincial, antipoliticien, le candidat démocrate Jimmy Carter, gouverneur de Géorgie, est élu président en 1976 contre Gerald Ford. Les priorités de Carter sont d'ordre économique, car les États-Unis sont frappés par la crise de 1973, qui entraîne inflation (+ 11,3 % en 1979), chômage (8,5 % en 1975), et dépréciation du dollar. Dans l'esprit du New Deal, Carter propose une série de mesures sociales, pour la plupart refusées par le Congrès. Il n'est pas plus heureux dans ses tentatives pour réduire les importations de pétrole : malgré la création du département de l'Énergie, il ne réussit ni à faire diminuer sensiblement la consommation ni à développer le nucléaire. Quant à sa politique de déréglementation des transports et des banques, elle stimule l'inflation plus qu'elle ne la freine.

b. *Les maladresses de la politique étrangère*

Le nouveau président, qui se veut le défenseur des droits de l'homme, obtient quelques grands succès diplomatiques, tels la signature des accords de Camp David entre l'Israélien Begin et l'Égyptien Sadate (septembre 1978) et le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine (décembre 1978). Mais l'année 1979 est fatale aux intérêts américains : en février, la révolution islamique, menée par l'ayatollah Khomeyni, abat le régime proaméricain du shah d'Iran ; en juillet, les sandinistes, soutenus par Cuba, prennent le pouvoir au Nicaragua ; enfin, en décembre, les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan. Carter tente de réagir à cette invasion par des mesures spectaculaires : le gel des accords de désarmement SALT II, l'embargo céréalier à l'égard de l'URSS, le boycottage des Jeux Olympiques de Moscou (été 1980). Mais il subit un nouvel échec en avril 1980 : l'expédition militaire lancée pour délivrer les 52 diplomates américains détenus en otage à Téhéran est un fiasco.

Les échecs intérieurs et extérieurs de Carter discréditent durablement les démocrates.

4. *L'Amérique reaganienne (1980-1992)*

Sous les présidences de Reagan et de Bush, l'Amérique retrouve ses valeurs traditionnelles et son sentiment national.

a. *La « révolution » conservatrice et ses conséquences*

Gouverneur républicain de Californie, Ronald Reagan l'emporte largement sur Carter aux élections de 1980. Il s'appuie sur la « majorité morale » qui veut retrouver les valeurs traditionnelles de l'Amérique profonde, après la remise en cause des années 70. De nombreuses organisations, notamment sudistes, reflètent cette aspiration conservatrice. Le renouveau religieux, les prières à l'école, le rejet du divorce et de l'homosexualité sont leurs chevaux de bataille. Reagan trouve aussi un soutien dans la Nouvelle droite, qui veut en finir avec le *Welfare State* et revenir aux vertus de la libre entreprise.

Le programme économique de Reagan (*reaganomics*) réduit le poids de la fiscalité directe, accentue la déréglementation, notamment dans le secteur de l'énergie, et diminue sensiblement les programmes sociaux de l'État, tout en accroissant sensiblement les dépenses militaires. La production industrielle augmente de 15 % entre 1980 et 1986, le taux de chômage baisse de 10 % à 6 %, mais le déficit de la balance commerciale est multiplié par cinq, la sidérurgie et l'agriculture sont en crise, le Middle-West agricole et le Nord-Est industriel sont des régions sinistrées où les *homeless* (sans foyer) abondent, et les États-Unis deviennent en 1985 le pays le plus endetté du monde. De plus, la réduction des budgets

sociaux et éducatifs accroît les difficultés de la population pauvre, notamment les minorités ethniques des ghettos, Noirs et Latino-américains. En réalité, l'effet Reagan est surtout psychologique. C'est ce qui lui permet d'être facilement réélu en 1984 contre le démocrate Walter Mondale. Mais le krach boursier d'octobre 1987 et le mécontentement social vont rendre plus difficile la fin de son mandat.

b. Du raidissement à la détente

Face à l'URSS, qu'il considère comme « l'empire du Mal », Reagan semble tout d'abord vouloir l'épreuve de force. C'est pourquoi il accroît de 25 % le budget de la Défense et renforce le potentiel militaire américain. L'Initiative de défense stratégique (IDS), annoncée en mars 1983 et surnommée « guerre des étoiles », vise à élaborer dans l'espace un bouclier de canons à lasers protégeant le territoire américain contre toute attaque nucléaire. De même, Reagan n'hésite pas à lancer des opérations spectaculaires, comme le débarquement à la Grenade en octobre 1983 ou le raid aérien sur la Libye en avril 1986.

Mais Reagan sait aussi faire preuve de pragmatisme. C'est pourquoi les États-Unis vendent secrètement des armes à l'Iran pour financer les « contras » en lutte contre le gouvernement du Nicaragua ; ce scandale de l'« *Irangate* » ne sera révélé que fin 1986. On retrouve le même réalisme vis-à-vis de l'URSS, qui représente un énorme marché pour la production céréalière américaine : l'embargo instauré par Carter est donc levé dès 1981, et les deux Grands signent en 1983 le plus gros marché céréalière de l'histoire. En outre, Reagan est sensible aux initiatives de détente lancées par Gorbatchev à partir de 1985 : leur première rencontre au sommet, organisée à Genève en novembre 1985, aboutit au traité de décembre 1987, qui prévoit la destruction des forces nucléaires intermédiaires (de portée comprise entre 500 et 5'000 km). Un deuxième sommet, organisé à Moscou en juin 1988, envisage une réduction de moitié des forces nucléaires des deux pays. C'est sur cette image pacifique que Reagan quitte le pouvoir.

c. George Bush et la fin de la guerre froide

Vice-président depuis huit ans, George Bush récolte les dividendes du reaganisme à l'élection de 1988, remportée facilement contre le démocrate Michael Dukakis. L'essentiel de son action est tourné vers la politique extérieure. Rencontrant Gorbatchev au sommet de Malte, en décembre 1989, il s'engage franchement en faveur de la perestroïka : le traité START (*Strategic Arms Reduction Talks*) de juillet 1991, réduisant de 30 % les armements nucléaires, couronne ce rapprochement des deux Grands. L'intervention contre l'Irak, baptisée guerre du Golfe, permet aux États-Unis d'apparaître comme la seule superpuissance du nouvel ordre mondial, face à l'effondrement soviétique. L'opération « Tempête du désert », mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU et acceptée par l'URSS, est menée par les troupes alliées sous commandement américain (janvier 1991). Ce leadership unique et incontesté des États-Unis reflète la fin de la guerre froide.

Mais le bilan intérieur de George Bush est beaucoup moins brillant. À partir de 1990, l'Amérique entre dans une phase de récession, marquée par le plus faible taux de croissance depuis 1945. Cette récession creuse le fossé entre les riches (1 % de la population et 37 % du revenu national) et les pauvres (13 % de la population), notamment les minorités ethniques, Noirs, Latino-américains et, de plus en plus, Asiatiques. La crise de cette société multiethnique, et notamment le malaise des ghettos urbains (illettrisme, chômage, drogue, délinquance), éclate lors des émeutes de Los Angeles, le 29 avril 1992 (50 morts).

5. Bill Clinton et le renouveau démocrate

a. Le relance économique

C'est en proposant des réformes économiques et sociales que le démocrate Bill Clinton; jeune gouverneur de l'Arkansas, est victorieux de George Bush à l'élection présidentielle de novembre 1992. Rompant avec la stratégie de la puissance militaire, Clinton adopte la voie

commerciale pour renforcer la présence américaine dans le monde. L'Accord de libre-échange nord-américain, signé en août 1992 avec le Mexique et le Canada (ALENA ou NAFTA), ainsi que la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC), mise sur pied en 1993, sont les axes de la politique extérieure, mais aussi les instruments de la relance économique. Les grands projets sociaux tardent à être appliqués, mais les résultats de la relance se font sentir : la croissance du PNB est supérieure à 2%, la production industrielle augmente de 15% en cinq ans, et surtout le taux de chômage tombe à 5,4 % en 1996 (contre une moyenne de 11% dans les pays de l'Union européenne).

Mais c'est un redressement fragile, qui s'appuie sur les secteurs consommateurs (santé, restauration) plus que sur les secteurs producteurs de richesses, ainsi que sur la généralisation des emplois sous-payés et à temps partiel. Un travailleur américain sur cinq ne dispose pas d'un revenu supérieur au seuil de pauvreté.

b. La réélection de Bill Clinton

Le mécontentement social et la méfiance envers l'immigration latino-américaine et asiatique (un million d'immigrants par an) nourrissent le discours populiste et isolationniste de l'opposition conservatrice, qui prend en 1994 le contrôle des deux Chambres du Congrès, pour la première fois depuis quarante ans. Mais les dangers de ce discours populiste apparaissent au grand jour lors de l'attentat meurtrier d'Oklahoma City, perpétré par des membres d'une milice d'extrême-droite contre un bâtiment gouvernemental (176 morts, le 19 avril 1995). Très habilement, Clinton se présente comme le rempart de l'ordre et des acquis sociaux face aux excès de la « révolution conservatrice ». Il est facilement réélu en 1996 face au sénateur républicain Bob Dole, victime de la concurrence du populiste Pat Buchanan et des divisions de son parti. Fort de cette réélection comme de ses interventions décisives en Bosnie (1995) ou au Zaïre (1997), Bill Clinton apparaît plus que jamais comme le maître du jeu des relations internationales.

Après Kennedy, les États-Unis ont traversé une grave crise d'identité, liée notamment à leur échec au Viêtnam. L'ère Reagan a permis à l'Amérique de retrouver sa fierté perdue, mais au prix d'un malaise social aggravé, qui a coûté sa réélection à George Bush. Son successeur Bill Clinton, élu en 1992 puis réélu en 1996, incarne le renouveau démocrate et surtout le triomphe du juste milieu, entre la rigueur économique libérale et la protection des acquis sociaux. Sous son impulsion, l'économie américaine se redresse et l'influence internationale des États-Unis se renforce, par le biais du commerce et de la médiation.

